Le Conseil,

Vu le rapport du 27 juin 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous sou mets un dossier relatif aux tirages de plans et travaux de reprographie indispensables à la direction de l'eau.

Les prestations proposées permettraient de réaliser les tirages des plans et autres reproductions de documents nécessaires à l'élaboration des dossiers d'études et des dossiers de consultation des entrepreneurs.

Le volume des commandes étant variable et difficilement programmable, la passation d'un marché à bons de commande après appel d'offres ouvert semble la mieux adaptée.

Ces prestations sont actuellement assurées par l'intermédiaire d'un marché qui arrivera à expiration à la fin de l'année 2000.

Le futur marché serait conclu pour l'année 2001, avec possibilité de tacite reconduction pour les années 2002 et 2003. Le marché pouvant s'exécuter au-delà du 31 décembre 2001, le dossier de consultation qui vous est soumis comporte des clauses relatives à l'euro.

Le montant moyen annuel de ces commandes est estimé à :

- montant minimum HT	400 000 F
- TVA 19,60 %	78 400 F

- montant total TTC	478 400 F
- montant maximum HT	800 000 F
- TVA 19,60 %	156 800 F

- montant total TTC	956 800 F

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 19 juin 2000 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 273, 295 à 298 et 378 à 390 des livres III et V du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier qui lui est soumis.

2° - Décide :

a) - de confier ces travaux à un prestataire spécialisé, désigné à la suite d'un appel d'offres ouvert sur offres de prix, conformément aux dispositions des articles 273, 295 à 298 et 378 à 390 des livres III et V du code des marchés publics,

b) - que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise :

a) - monsieur le président à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à accomplir tous les actes afférents au marché,

b) - la conversion en euros des éléments financiers du marché initialement établis en francs par la mise en œuvre d'une clause contractuelle de conversion ou par la signature entre les parties au contrat d'un constat de conversion applicable au plus tard le 1^{er} janvier 2002.

4° - La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits prévus dans le cadre des autorisations de programme pour l'exercice 2001 et à inscrire pour les exercices 2002 et 2003 aux budgets annexes de l'assainissement et des eaux sur diverses imputations de la section d'investissement ou de la section d'exploitation.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,